22ème CONGRÈS DE L'UL-CGT DE MONTREUIL

Document préparatoire

Union Locale cgt
Montreuil

Quel ancrage local au sein d'une métropole ?

Le remodelage de l'ex -« ceinture rouge » et la réforme territoriale autour de la Métropole du Grand Paris contraignent nos syndicats à repenser nos formes d'intervention et d'organisation : les revendications demeurent mais les moyens pour les satisfaire nous obligent à lutter et réfléchir dans des cadres nouveaux.

C'est la perspective qu'entend ouvrir ce 22ème Congrès de l'Union Locale CGT…

Avec 4.000 syndiqué-e-s aujourd'hui (contre 3100 il y a 3 ans), l'Union Locale CGT de Montreuil constitue une force non négligeable, tant dans les entreprises que dans les services publics, parmi la population retraitée de la ville, ou chez les précaires et privé-e-s d'emploi.

A quoi sert cette force ? Comment pouvons-nous la mettre en mouvement et pour quel effet d'entraînement ?

Telles sont les premières questions auxquelles nous devrons répondre. En effet, les solidarités historiques ont souvent été déconstruites par la mise en concurrence des travailleurs entre eux ; le salariat de Montreuil est particulièrement éclaté, tant par la dispersion géographique des établissements que par une organisation du

travail qui segmente, sous-traite et isole (cf. télétravail, plateformes, etc) ; ainsi, tout le discours d'un Macron se résume à opposer les uns aux autres : retraités contre jeunes, fonctionnaires contre salariés du privé, cheminots contre usagers… au seul bénéfice du grand patronat.

Alors que les rapports sociaux se tendent dans les entreprises et que les inégalités explosent en France, ces divisions n'ont qu'un objectif : empêcher les convergences et les mobilisations.

Construire un syndicalisme d'intérêt général

Ouvrir une perspective de progrès exige que nous soyons présents partout là où se crée la valeur : pour être véritablement la CGT de l'ensemble du monde du travail, au cœur des batailles pour un autre partage des richesses.

A Montreuil, nous ne partons pas de rien, avec une CGT active dans l'ensemble du tissu économique, implantée dans la sphère financière et du contrôle de l'argent : chez BNP-PARIBAS, ORANGE BANK, comme à l'ACOSS, à l'URSSAF ou à la Douane, dans l'économie de partage et dans les 3 versants de la Fonction Publique.

Comment, à partir de cette situation exceptionnelle, pouvons-nous ouvrir la « boîte noire » d'un management prédateur et agir pour la définanciarisation des entreprises ?

Comment gagner une redistribution des gains de productivité engendrée par l'intelligence artificielle, la robotisation et le numérique ?

Lors de notre précédent congrès en 2015, nous alertions déjà : « vivre à Montreuil avec moins de 2.000 euros devient une difficulté ». L'absence de résultats concrets entretient la résignation et l'individualisme.

Autour du pouvoir d'achat, la mère des batailles

Le niveau des salaires détermine directement le niveau des profits patronaux : tous nos délégués syndicaux le savent, qui participent aux négociations annuelles sur le « partage de la valeur ajoutée »……. avec souvent de maigres résultats.

Il nous faudra certainement monter la pression, pour un SMIC à 1.800 euros, la reconnaissance des qualifications et des diplômes, l'arrêt du gel du point d'indice dans la fonction publique et le rattrapage par rapport à l'inflation, le relèvement des pensions et de tous les minima sociaux.

Selon un récent sondage, la majorité des français estime à 300 euros par mois le pouvoir d'achat qui leur marque : n'avons-nous pas à ce niveau une revendication unificatrice… répondant à l'urgence ?

Face à l'attaque contre le principe même de la cotisation, avec l'extension de la CSG et la volonté gouvernementale de confisquer l'argent de la protection sociale pour substituer à la solidarité assurancielle, un système d'assistanat, comment reconquérir une couverture solidaire pour tous, couvrant tous les risques sanitaires et sociaux ?

Travailler mieux et moins, pour travailler tous

En France, 3,2 millions de salarié-e-s présentent un risque de burn-out et il n'est pas à Montreuil, une entreprise ou service qui ne soit en sous-effectif.

Au lieu de servir à l'amélioration des conditions de travail, les technologies nouvelles sont le prétexte patronal pour densifier et intensifier le travail, annexer la vie privée des salarié-e-s et détruire les solidarités entre collègues.

A l'inverse, la CGT propose la réduction du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire, la garantie du décompte horaire (pour lequel l'UGICT-CGT met à disposition de l'encadrement une application « pointeuse perso ») et un droit effectif à la déconnection à l'heure du numérique.

L'impossibilité de déconnecter et le harcèlement numérique qui prolongent le lien de subordination dans la sphère privée, constitue une atteinte grave à la santé, notamment pour les femmes soumises à une double journée, à une double pression et à un discours culpabilisant.

Re-négocier les horaires atypiques (nuits, coupures anormalement longues, travail dominical), encadrer le télétravail pour ne pas engendrer l'esclavage à domicile, reconstruire l'équilibre entre les responsabilités professionnelles et vie familiale, sociale et citoyenne, c'est faire du bien-être au travail une fin en soi.

C'est aussi s'attaquer à la précarisation de l'emploi, au déclassement et aux freins à l'embauche des jeunes et des seniors.

Travailler mieux et moins, n'est-ce pas ouvrir (ou entr'ouvrir) la porte des entreprises aux 11.000 chômeurs de Montreuil ? Et pour pousser ces portes, n'a-t-on pas besoin de renforcer l'organisation CGT des chômeurs et des précaires ?

Des protections très nécessaires

Malgré les mobilisations de 2016 et de ce début d'année, nous n'avons pu empêcher ni les lois El-Khomri-Macron, ni les reculs touchant la protection sociale. La reconquête de protections nouvelles est la seule riposte possible au dumping social, environnemental et fiscal.

La CGT milite pour des droits individuels garantis collectivement avec un statut du travail salarié privé, complémentaire d'un statut de la fonction publique, rénové et unifié.

Ainsi, tout lien de subordination doit générer une présomption de salariat et donner un accès intégral à l'ensemble des droits sociaux.

Dans la fonction publique, la titularisation de l'ensemble des contractuel-e-s est un levier pour la reconquête des services publics, quand Macron veut supprimer 120.000 postes en 3 ans… et doter la « start-up France » d'un Etat « plate-forme » c'est-à-dire ubérisé.

Une U.L. foyer de vie, foyer de ville

Avec la réforme territoriale et le projet CAP 22, c'est tout le maillage territorial, constitué de services publics, de pleine compétence et de proximité qui est menacé à Montreuil par les transferts de prérogatives vers la Métropole du Grand Paris.

Montreuil va devenir une Zone A Défendre : pour conserver son hôpital, son OPH, ses postes, ses écoles et la diversité de ses activités créatives (artisanat, industrie, culture et patrimoine). Il nous faut ainsi protéger les besoins fondamentaux de la marchandisation et de l'offre « low cost ».

L'Union Locale CGT entend être ce lieu où l'on construit du collectif, de la fraternité et de l'échange : un centre de ressources, ouvert sur la vie, et où les syndiqué-e-s aiment à se retrouver pour y puiser l'énergie des combats, l'intelligence des propositions alternatives.

Le syndicalisme, ni à l'entreprise, ni dans « l'interpro » n'est affaire de spécialistes. La CGT n'appartient qu'à ses syndiqué-e-s dont chacun-e compte pour un-e.

Aux syndicats et aux syndiqué-e-s de Montreuil de faire vivre leur Union Locale et de s'investir dans le déploiement de son activité.

Comment y aller ?

Plusieurs pièges sont à déjouer si nous voulons être efficaces : le « tous ensemble » ne signifie pas le généralisme et les pressions pour institutionnaliser le syndicalisme visent à nous couper du contact avec les salariés.

Comment ancrer nos organisations dans la réalité montreuilloise, telle qu'elle est ?

L'inversion des normes fait de plus en plus de place à la négociation dans l'entreprise : l'aide aux camarades, l'échange d'expériences y sont un enjeu revendicatif de reconquête pour que la signature de la CGT soit toujours la sanction d'un rapport de force favorable.

La convergence des luttes exige au départ… qu'il y ait des luttes et que nous nous attaquions à la concurrence entre les entreprises : pourquoi ne pas **organiser** au sein de l'UL des collectifs et **une animation par profession ou par secteur : organismes sociaux, santé, commerce, fonction publique, industrie, etc ?**

De même, on le sait, un délégué sans formation syndicale est une proie facile pour le patronat : poursuivre et amplifier nos programmes de formation CGT répond à une demande forte des syndiqué-e-s.

Enfin, la question de l'utilisation des heures de délégation et des droits syndicaux qui se raréfient, doit interroger sur nos priorités : les réunions avec les employeurs ou la vie syndicale auprès des salariés ?

Muscler nos syndicats

Nous avons besoin de passer de postures souvent défensives à la revendication, c'est-à-dire à l'offensive.

Pour cela, la qualité de notre vie syndicale et la conquête de moyens syndicaux sont des leviers essentiels : la représentativité fondée sur la loi de 2008 conjugue des critères que nous pouvons utiliser comme points d'appui, tels que le nombre d'adhérents, la transparence et l'indépendance financière, l'activité concrète du syndicat et nos résultats pour les élections professionnelles. Or celles-ci vont se multiplier en 2 ans :

- le 6 décembre 2018 ce sont les trois versants de la **fonction publique** qui seront appelés aux urnes.
- pour **remplacer les délégués, membres des CE et CHS-CT** avant le 31 décembre 2019, la mise en place, systématisée par ordonnance, des Comités Sociaux et Economiques (**CSE**) nous conduira à négocier à Montreuil plus de 300 protocoles pré-électoraux **dans le privé**.

Des résultats de ces élections découleront notre place dans le rapport de forces et vis-à-vis des autres organisations syndicales, ainsi que nos moyens matériels et humains.

L'Union Locale CGT et sa future direction collective auront pour mission d'impulser la recherche de candidat-e-s CGT dans chaque entreprise et pour l'ensemble des élections : sans liste CGT, pas de voix ni d'expression CGT.

Gagner les élections dans le public et dans le privé, c'est pour demain une responsabilité de toute la CGT, au service des luttes et des conquêtes que nous ambitionnons.

22ème Congrès de l'UL – CGT

Salle des fêtes à la Mairie de Montreuil

le mardi 10 avril 2018

et le mercredi 11 avril 2018

Accueil des délégué-e-s à 8h30

Fin des travaux autour de 17h00